

Atelier n° 1

PENSER LES MUTATIONS DE L'ENGAGEMENT : UN DIALOGUE ENTRE HISTOIRE DES ASSOCIATIONS ET SCIENCES SOCIALES.

Communication présentée par

Axelle BRODIEZ

Agrégée d'histoire, doctorante, allocataire à l'université Paris 8

axelle.brodiez@wanadoo.fr

En sociologie comme en science politique, avec certes des variables entre ces deux disciplines, entre chercheurs, voire entre travaux d'un même auteur, l'engagement est le plus souvent analysé de façon synchronique, ou sur un laps de temps générationnel. L'histoire de l'organisation y apparaît comme une résultante des strates engagées, appréhendées tantôt individuellement, tantôt dans leur juxtaposition. Certains s'essayaient à des études sur le long terme¹, mais l'histoire fine de l'organisation y reste un déterminant secondaire. La majorité des historiens produisent au contraire des études diachroniques d'ampleur, mais relevant souvent avant tout de l'histoire politique des organisations ; l'analyse concrète des modalités de l'engagement s'y trouve réduite à portion congrue, ou bien archétypée par quelques grandes figures militantes, pourtant souvent non représentatives². La thèse fondatrice d'Antoine Prost sur les anciens combattants, en dissociant thématiquement histoire politique et sociologie, illustre la difficulté à articuler l'analyse de l'organisation et celle des militants qui la font vivre. Nous pensons pourtant que l'histoire de l'engagement gagne à toujours être jumelée, tant diachroniquement que synchroniquement, à celle de l'organisation ; au risque de se priver de clés de compréhension fondamentales.

Notre thèse porte sur le Secours populaire français, ex-organisation de masse du Parti communiste, aujourd'hui devenue l'une des principales associations de solidarité françaises³. La démarche initiale était celle d'une thèse d'histoire « classique », visant à disséquer les mutations d'une association visiblement passée, de 1945 aux années 1990, du communisme à l'humanitaire. *La fin des militants ?*, de Jacques Ion, en fournissait le calque simple et idéal au niveau du militantisme, la société française étant selon lui passée de l'ère des « militants » à celle des « engagés distanciés », avec une

¹ cf. Eric Agrikolianski, *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002

² Nous mettons évidemment à part la grande entreprise du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*.

³ Refondé en 1946, le SPF tire ses origines du Secours rouge international, section française, refondé en 1936 sous le titre de « Secours populaire de France et des Colonies ». Il est au moins jusqu'à la fin des années 1950, identitairement et fonctionnellement, une « organisation de masse » du Parti communiste français. Il a cependant mené depuis les années 1960 une « double vie » qui l'a conduit à revendiquer très fortement un positionnement apartisan, à se rapprocher des associations de solidarité françaises et étrangères, et à délaisser ainsi par un processus lent son cercle originel d'appartenance.

rupture durant la seconde moitié des années 1970. Il a pourtant rapidement fallu se rendre à l'évidence : ce canevas ne fonctionne que très imparfaitement. S'il relève des prérogatives de l'historien de le démontrer, il ne nous semble pouvoir le faire qu'à l'aide d'outils forgés par les sociologues et politistes de l'engagement. Il s'agit ici de tenter de conceptualiser ces emprunts, au service d'une histoire de longue durée du militantisme.

De même que pour notre mémoire de maîtrise sur l'une des branches communautaires d'Emmaüs, nous avons à dessein⁴ délimité un objet doublement hybride. Il s'agit d'une monographie d'association, objet qui relève au moins autant de la sociologie et de la science politique que de l'histoire. Il est de surcroît abordé de 1945 (période relevant du champ historien) à la fin des années 1990 (relevant davantage de la sociologie ou de la science politique). Les témoins permettent un recours abondant et précieux aux sources orales ; l'observation participante est, plus qu'utile, indispensable ; des enquêtes sont réalisables ; mais les sources écrites constituent le matériau principal. Pour la période 1945-années 1960, l'association est fortement insérée dans le « conglomérat »⁵ communiste, et les archives du PCF, ouvertes jusqu'à l'année 1973, croisées avec celles des Renseignements généraux, permettent d'approfondir l'historiographie du communisme. Sur les années 1970-1990 en revanche, seules les archives de l'association sont disponibles, ce qui invalide pour partie la nécessaire confrontation des sources nécessaire à l'historien, et oblige à glaner des renseignements par des canaux plus fastidieux et moins sûrs. Le Secours populaire glisse parallèlement du conglomérat communiste au « champ » en constitution des associations de solidarité⁶ françaises contemporaines, ce qui amène à déplacer la focale et à analyser la genèse et le fonctionnement de ce champ.

L'association : un objet mu par des interactions internes et externes permanentes

Appréhender le changement dans une organisation invite à s'interroger préalablement sur son mécanisme. L'association est une globalité complexe, devant être étudiée à la fois comme un tout interagissant avec l'extérieur (la capacité d'adaptation étant la condition même de la survie), et dans la diversité et l'interaction de ses parties (les impulsions internes venues « d'en haut », et celles « d'en bas »).

⁴ Nous cherchons en effet pour partie à démontrer la fonction sociale de l'histoire du très contemporain, qui permet d'expliquer des situations présentes en en exhumant et en en démêlant les racines enchevêtrées.

⁵ Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1997, p. 35

⁶ Le terme « associations de solidarité » nous paraît le plus juste, car le plus consensuellement accepté par les acteurs : le Secours populaire réfute celui de « caritatif », Emmaüs celui d' « humanitaire », et toutes ne sont pas des ONG.

Nous faisons pleinement nôtre l'analyse programmatique d'Olivier Fillieule, applicable à l'histoire : « Du côté de '*l'offre associative*', l'image publique des mouvements, toujours variable, produit un effet sur les investissements différenciés des militants successivement engagés qui se retrouve tant au travers des motifs de l'engagement (le sens que les acteurs donnent à leur engagement) que des propriétés sociales des individus. Du côté ensuite de la '*demande d'engagement*', les facteurs favorisant la rencontre avec les associations étudiées ou, au contraire, la défection, doivent aussi être pris en compte, sachant que la modification du profil des militants influe en retour sur les orientations stratégiques des groupes, leur image publique et, par les tensions qu'elle génère, le turn-over, autrement dit le rythme de la défection. Nous faisons donc ici l'hypothèse que l'adoption d'une perspective diachronique doit permettre de montrer comment les modifications de l'image publique d'un mouvement et de ses stratégies peuvent contribuer au cours du temps à bouleverser l'identité du collectif par la superposition de différentes 'générations' de militants, dont les propriétés et les raisons d'agir peuvent avoir varié »⁷. Le changement associatif ne peut être saisi qu'en disséquant, dans l'articulation entre individuel et collectif, les modalités d'adaptation constante entre « demande » et « offre », sur fond d'inscription dans un contexte toujours complexe et spécifique, et de « travail réflexif incessant d'ajustement de 'soi à soi' et de 'soi à la cause' »⁸.

Poser cette articulation impose de porter attention à un nœud fondamental et souvent négligé, le niveau méso-sociologique⁹. Entre l'organisation (macrosociologique) et les individus qui la composent (microsociologique) se développent en effet des « groupes intermédiaires » (départements, implantations locales, coalitions ou tendances, etc.). Cet échelon est le plus complexe à étudier, précisément en raison de sa très grande diversité et, souvent, de son manque de visibilité¹⁰ (et, pour l'historien, du manque, ou au contraire du foisonnement, d'archives). Dans une association vaste et décentralisée, il n'en est que plus fondamental : lieu des « forces vives », il est surtout celui des espaces de liberté et, conséquemment, de la novation (inventivité et expérimentation). Pour le Secours populaire par exemple, la capacité de renouvellement semble longtemps avoir principalement tenu dans les structures intermédiaires conjuguant deux conditions *sine qua non* : un militantisme intense (ayant pour conséquence l'attention portée au terrain) et une appréhension fortement sociale du militantisme communiste.

Outre le repérage de groupes via les archives et les entretiens, il importe de connaître le profil des décideurs, notamment intermédiaires, pour

⁷ Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p. 211.

⁸ Annie Collovald, *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 203

⁹ Les travaux de Sandrine Kott sur les entreprises en RDA en montrent pourtant la très grande fécondité. Cf. S. Kott, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

¹⁰ Dans le cas du Secours populaire, « le national » polarise toute l'attention, est chargé de la médiatisation et des rapports avec les pouvoirs publics, prend les décisions etc.

mesurer la propension *a priori* au changement ou à la reproduction. Bernard Pudal montre dans sa thèse¹¹ comment les caractéristiques sociales des dirigeants déterminent (ou non) les formes d'organisation et les pratiques valorisées, et comment (ou si) en retour l'association sélectionne ses membres conformément au profil des fondateurs/dirigeants ; soit toute la problématique de la reproduction et des marges laissées au changement. Si « les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent » (Frédéric Sawicki¹²), l'analyse du Secours populaire tend à montrer combien il importe de distinguer le niveau des décideurs nationaux et départementaux, témoignant d'une reproduction forte et contrôlée du « vieux » modèle communiste, des militants intermédiaires et des bénévoles, qui sont eux souvent en complet décalage avec le profil socio-politique des dirigeants, mais constituent la clef de l'ouverture. La très grande capacité d'adaptation (et donc de perdurance) de l'association, qui constitue aussi l'une de ses spécificités, réside ainsi dans la coexistence entre une très forte reproduction du profil politique des tenants des postes-clés, alliée à une non moins grande ouverture de ces mêmes dirigeants aux idées du terrain et à l'expérimentation.

Cerner les générations : l'articulation de la temporalité historique et des problématiques politistes

L'analyse de l'engagement ne saurait dès lors être dissociée de celle de l'évolution de l'association. Le problème de la poule et de l'œuf (est-ce l'évolution de l'association qui engendre en répercussion celle des engagés, ou l'inverse ?), par définition insoluble de façon satisfaisante, nous semble discriminer l'historien du politiste. Pour le second, l'engagement est l'alpha et l'oméga de la démonstration¹³ ; cette approche se défend particulièrement pour tenter d'expliquer des mutations sociétales, par exemplification. Pour le premier en revanche, l'histoire de l'association, qui n'a pas prétention à l'exemplarité, constitue le principal prisme de lecture ; au risque sinon, nous

¹¹ Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

¹² Frédéric Sawicki, « La fabrication des adhérents. Quelques pistes de réflexion à partir d'une association de défense de l'environnement », in *Actions associatives. Solidarités et territoires*, actes du colloque tenu à Saint-Etienne les 18 et 19 octobre 2001, p. 191-198

¹³ Cf. entre autres Eric Agrikolianski, *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Olivier Fillieule et Christophe Broqua, *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, « Le génie associatif. 10 portraits », Paris, Textuel, 2001 ; Catherine Withol de Wendel et Rémy Leveau, *La bourgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris, CNRS Éditions, 2001 ; Cécil Péchu, « Les générations militantes de Droit Au Logement », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p. 73-103 ; Philippe Juhem, « Entreprendre en politique de l'extrême-gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p. 142 ; etc.

semble-t-il, de verser dans la téléologie¹⁴. Notre démarche consiste donc non pas à partir de supposées mutations de l'engagement et à les expliquer historiquement, mais au contraire à étudier l'évolution de l'association pour en cerner l'impact militant. De fait, dans le cas du Secours populaire, tout montre que la politique de l'association détermine bien davantage l'évolution des strates engagées que les militants n'infléchissent la politique de l'association ; ils ne font que permettre et conforter (ou non) le développement des lignes décidées.

Cette divergence d'approche entre disciplines repose également sur des contraintes pratiques. Contrairement à la plupart des politistes et sociologues, qui accèdent directement à des témoins qui constituent souvent leur « matière première », l'historien, qui se fonde sur l'archive, tend à chercher d'abord à reconstituer l'histoire de l'organisation pour pouvoir en saisir les acteurs. Les principaux dirigeants, nationaux voire locaux, sont souvent facilement accessibles, tant par les traces écrites qu'ils ont laissées que, pour la période contemporaine, par le fait que nombre d'entre eux sont encore vivants. Le problème est d'avoir accès à la masse des anonymes. Une multitude d'indices peuvent être glanés pour les appréhender : assiduité aux réunions, ardeur à la diffusion et à lecture du journal interne, rapports, photos, etc. Le recours aux travaux des sociologues et politistes nous semble néanmoins sinon indispensable, du moins particulièrement fécond.

Ainsi pour le Secours populaire des années 1945-1955, en pleine crise organisationnelle et en décline drastique (passage de 180.000 à 7.000 adhérents). Au cœur de la guerre froide, le conglomerat communiste se replie sur lui-même et se recentre sur ses principales zones de forces. Le Secours populaire, commis à la fonction par essence avale à l'action qu'est la solidarité¹⁵, ne paraît pas être une priorité efficiente à la lutte. Il n'est rapidement commis qu'à des campagnes subalternes et n'est appelé que comme force d'appoint aux organisations « prestigieuses » (PCF, CGT, Mouvement de la Paix) ; ses « militants » sont alors invités à redoubler d'activisme et de pluri-engagement interne. L'explication historique classique de la décline tient au contexte pour le moins défavorable, qui affecte alors toutes les organisations communistes. L'ampleur de la crise au Secours populaire ne saurait cependant se comprendre sans invoquer la trop grande faiblesse des « rétributions symboliques du militantisme » (Daniel Gaxie¹⁶) : activistes ravalés à une simple fonction adjuvante, dans une association déconsidérée et sans perspective ascensionnelle, les militants choisissent la « sortie de rôle » et quittent en masse le navire. Paradoxe apparent seulement, sont ainsi conduits à la défection autant les militants

¹⁴ Ce qui a d'ailleurs été le cas de Jacques Ion dans *La fin des militants ?*, comme le souligne Annie Collovald dans sa critique, *L'humanitaire ou le management des dévouements*, op. cit., chapitre 5.

¹⁵ Le Secours populaire est statutairement chargé de la solidarité morale, matérielle et juridique aux victimes de la répression, de l'arbitraire, de l'injustice. Il œuvre concrètement en défendant juridiquement les militants communistes inculpés, en soutenant leurs familles, en apportant des colis, en menant des campagnes via des pétitions, délégations, collectes, etc.

¹⁶ Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de Science politique*, février 1977, p. 123-154

restant communistes que ceux en désaccord idéologique. *A contrario*, on comprend que ceux qui restent soient très proches de l'archétype du militant décrit par Jacques Ion¹⁷, entièrement sacerdotal, sacrificiel sur l'autel de la cause.

Depuis la fin des années 1950 cependant, le « conglomérat » des organisations de masse s'est progressivement mué en « nébuleuse »¹⁸, aujourd'hui disloquée. Ayant à l'envi martelé, depuis la fin des années 1950, des discours sur son caractère apartisan, et *a fortiori* non communiste, le Secours populaire constitue depuis une « niche »¹⁹ idéale pour militants communiste désabusés, à mi-chemin entre « exit » et « loyalty » (problématique de la « structure de rémanence », ou « structure dormante »). Cette situation est très similaire à celle constatée par Eric Agrikolianski étudiant les militants principalement socialistes déçus, et se réfugiant dans le « militantisme moral »²⁰ que constituent les droits de l'Homme. Il montre bien comment cette militance « résout la tension entre la propension à militer et les désillusions à l'égard des partis ou des syndicats »²¹, constitue un « militantisme de reconversion »²² dans un « engagement supérieur et moral »²³. Les droits de l'Homme « constituent la dernière valeur à laquelle ces militants peuvent se référer sans avoir le sentiment de trahir leurs engagements précédents [...]. Le renoncement devient alors retour à des valeurs essentielles dont la défense constitue l'apogée d'un militantisme qui trouve dans ce cadre les conditions de son anoblissement : il n'est plus une succession d'échecs mais la découverte progressive d'une nouvelle morale de l'action »²⁴. Comme le souligne Philippe Juhem, il conviendrait alors d'ajouter au triptyque hirschmanien de la déception (« exit, voice, loyalty ») une quatrième option : « action »²⁵. Le Secours populaire peut donc aujourd'hui attirer indissociablement les non-communistes, les communistes et ceux en « stand-by ».

Ces deux exemples ne sont qu'une brève illustration de l'applicabilité des conclusions politistes à l'étude historique de l'engagement. Nous souscrivons pleinement dans ce cadre à la nécessité d'appréhender les

¹⁷ Jacques Ion, *La fin des militants ?*, p. 30

¹⁸ Nous forgeons le terme de « nébuleuse », emprunté à l'astrophysique, pour évoquer, contrairement au « conglomérat » soudé, la fluidité croissante des rapports qui se sont instaurés entre le PCF et ses organisations de masse depuis les années 1960, jusqu'à leur faire perdre leur fonction et leur identité, aux dépens de l'idéologie et au profit de leur spécialisation fonctionnelle initiale.

¹⁹ évidemment au sens sociologique du terme.

²⁰ Emmanuelle Reynaud

²¹ Eric Agrikolianski, *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.228

²² op. cit. p. 270

²³ op. cit. p. 271.

²⁴ Eric Agrikolianski, « Carrières militantes et vocations à la morale : les militants de la Ligue des Droits de l'Homme dans les années 1980 », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p.27-46

²⁵ Philippe Juhem, « Entreprendre en politique de l'extrême-gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p. 142

« sortants » et les causes de l'*exit* pour saisir, tant objectivement (date) que subjectivement (justifications), les modifications identitaires internes à l'association, dont le passage au-delà d'un certain seuil déclenche la défection des « anciens » attachés à l'identité précédente – ce qui révèle ou confirme du même coup les scissions historiques.

« Générations » et « cohortes », « carrières » et « biographies »

Il est dès lors possible de reconstituer, en fonction de la temporalité mise en évidence par l'analyse de l'histoire de l'association et de son insertion contextuelle, croisées au sens reconstitué des engagements, des générations militantes en superposition progressive. C'est un travail auquel les historiens sont accoutumés, au moins depuis les années 1970²⁶. On ne peut cependant manquer de s'interroger sur le besoin éprouvé par les politistes de forger le concept de « cohorte » alors qu'ils ont à leur disposition celui de « génération », et celui de « carrière » alors que les historiens pensent en « biographie ». Deux points nous semblent mériter d'être soulignés.

Le concept de « carrière »²⁷ présente l'avantage de la scientificité de sa définition, alors que les historiens restent dans un certain flou. Appliqué à l'histoire, il requiert de reconstituer les parcours militants « en trois dimensions » : objectivement, via des biographies (par exemple de type « Maitron »²⁸), si possible insérées dans une approche prosopographique ; subjectivement, par entretiens ; enfin par une insertion des parcours dans leurs contextes spécifiques (pour le Secours populaire cycles économiques, vicissitudes politiques du PCF et « générations communistes »²⁹, « Moment 68 », apparition de l'humanitaire durant les années 1970, arrivée de la gauche au pouvoir puis désillusion, retour en force du thème des droits de l'Homme et apparition de la « charité-spectacle » durant les années 1980, de l'exclusion durant les années 1990, évolution du champ associatif de solidarité, etc.).

Celui de « cohorte » suggère la grande souplesse temporelle des cycles générationnels, permettant de réconcilier des approches historiennes ou sociologiques³⁰ souvent divergentes. Il était en effet jusqu'alors acquis que la génération suppose un lien entre individus d'un âge proche, et surtout le vécu d'expériences communes fortes faisant rupture biographique ; chaque

²⁶ Cf. notamment Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1961 ; Jean-Pierre Azéma, « La clef générationnelle », *Vingtième siècle*, n° 22, avril-juin 1989, p. 3-10 ; et appliquée au communisme Annie Kriegel, *Les communistes français*, Paris, Le Seuil, 1968, et Philippe Buton, « Les générations communistes », *Vingtième siècle*, n° 22, avril-juin 1989, p. 81-91.

²⁷ Cf. Howard S. Becker, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985

²⁸ *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*. Nous y participons pour la période 1945-1968 en cours de rédaction.

²⁹ qui se renouvellent à un rythme sensiblement décennal : de l'entre-deux-guerres, de la Résistance, de la Libération, de la Guerre froide, du programme commun, etc.

³⁰ Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des générations*, Paris, PUF, 1988 ; Marc Devriese, « Approche sociologique de la génération », *Vingtième siècle*, n° 22, avril-juin 1989, p. 11-16.

génération étant caractérisée par un habitus et l'inscription dans un contexte spécifique³¹. Or la tendance à l'analyse très resserrée des cycles (rythmes de type Kondratiev chez Albert O. Hirschman³² ; puis décennaux chez Catherine Withol de Wendel et Rémy Leveau³³ ou Johanna Siméant³⁴ ; voire quasi-annuels chez Olivier Fillieule³⁵ ou Cécile Péchu³⁶) montre qu'il ne s'agit pas tant de jouer aux poupées russes en travaillant des macro- et micro-cycles s'imbriquant, que de trouver la focale pertinente. Toutes s'avèrent opératoires pour peu qu'elles s'appuient sur le concept « d'événement générateur » de l'adhésion (Cécile Péchu) et croisent un nombre suffisant de variables internes et externes. Ces variables données par O. Fillieule pour la militance de lutte contre le sida semblent parfaitement heuristiques (bien qu'insuffisantes) pour le Secours populaire, par simple transposition : évolution du contexte épidémiologique (ici de la répression, puis de la pauvreté et de l'exclusion), de l'offre associative, de l'intervention étatique, de l'image publique de la cause ; développement interne de l'association, degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité du collectif, et d'ouverture de l'association³⁷. Ces travaux, qui proposent des « générations » de très faible amplitude, écornent largement le critère de l'âge, au profit de la subjectivité du parcours et de son inscription dans un contexte très spécifique ; le recours au concept de « cohortes » semble dès lors se justifier pleinement, et s'avère opératoire pour l'historien.

Les militants : pas de fin, mais un éternel recommencement ?

Cette analyse des évolutions de l'engagement au prisme des méthodes et des questionnements des sciences sociales doit en retour permettre d'apporter des réponses spécifiquement historiennes.

L'ouvrage de Jacques Ion, *La fin des militants ?*, s'est trouvé bien peu de détracteurs³⁸. Passé à la postérité associative, abondamment repris par les universitaires, il semble participer d'un consensus ambiant sur le passage d'un monde « engagé » à un monde « distancié », visible depuis les années 1980 autant chez les sociologues (Geneviève Pujol et Madeleine Romer, Bruno Duriez, ...) que chez les politistes (Pascal Perrineau, Martine Barthélémy, ...). Certains faits sont certes indubitables : militantisme plus sectoriel, recherche

³¹ Martine Barthélémy, « Militantisme et bénévolat associatifs : qu'est-ce qui change ? », in *Produire les solidarités. La part des associations*, MIRE/Fondation de France, p. 80-86

³² Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 ; *Défection et prise de parole. Théories et applications*, Paris, Fayard, 1995 (1970 pour la version originale).

³³ op. cit., note 12

³⁴ Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, presses de Sciences Po, 2002.

³⁵ op. cit., note 12

³⁶ op. cit., note 12

³⁷ Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, p. 213

³⁸ La critique la plus (im)pertinente étant celle formulée par Annie Collovald dans *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-monde*, Rennes, PUR, 2002, chapitre 5.

de lien social tendant à l'emporter sur le sens politique, multi-appartenances avant internes à un réseau et désormais transversalité/transitivité des adhésions, retour du local, émergence du global. L'analyse historique permet cependant d'invalider largement ce schéma binaire, qui oppose diachroniquement UN modèle à UN autre.

D'une part en amont, les engagés dilettantes sont aussi anciens que l'existence des associations.

Loin du modèle du « timbre », qui relève bien plus de l'injonction idéalisée du Parti communiste à ses membres dans les années 1950 que d'une quelconque réalité générale de terrain, l'analyse historique montre que la plupart des « adhérents » ne sont pas des « militants » et, lorsqu'ils le sont, ont une étonnante capacité à quitter le navire dès qu'il tangue. Le pluri-militantisme dans les organisations de masse est le premier à en souffrir. Durant les années 1950 au Secours populaire, alors qu'on s'attendrait à trouver un fief militant, un engagement que l'on ne peut que qualifier de largement « distancié » s'appliquait déjà pleinement.

Corrélativement, est-il pensable de classer parmi les « militants » les « dames d'œuvre » aisément repérables dès le XIXe siècle et fort actives durant les années 1950, pourtant archétype du « temps des militants »³⁹ ? Il paraît donc nécessaire d'introduire dès l'époque « ancienne » le distinguo « militant »/ « bénévole »⁴⁰, et de considérer que les militants ne constituaient que la partie émergée d'un iceberg d'engagement bien moins sacrificiel à la cause. Il est dès lors difficile d'ériger les militants en paradigme.

D'autre part en aval, l'analyse biographique (parcours et entretiens) des engagés actuels, notamment fédéraux et nationaux, montre un militantisme souvent en parfaite adéquation avec le modèle « ancien », même dans son acception archétypique (engagement sacerdotal, sacrifice de la vie privée, socialisation politique familiale précoce, pluri-engagement au sein d'un « conglomérat » partisan certes déliquescent, etc.). Ces constatations sont corroborées par nos observations dans plusieurs associations mais également par d'autres travaux⁴¹ : l'ethos militant d'hier est toujours fortement présent, le militantisme est toujours chronophage et des individus peuvent encore donner sinon leur vie, du moins leur temps, pour des idées. Et rien n'est moins sûr que les utopies du changement soient en recul : elles n'ont fait qu'investir d'autres causes (écologie, altermondialisation, etc.).

Le schéma binaire ne nous semble ainsi avoir que l'évidence des pensés (militantisme communiste, Éducation populaire, bénévolat contemporain) et des impensés (histoire des associations caritatives, des organisations humanitaires pré-biafraises ; failles du militantisme communiste,

³⁹ Evidemment non, à commencer par Jacques Ion qui postule que le « militant » doit être originaire du milieu pour lequel il œuvre.

⁴⁰ Non au sens strict de « non rémunéré », mais dans la réalité qu'étudie Dan Ferrand-Bechmann, cf. entre autres *Bénévolat et solidarité*, Paris, Syros Alternatives, 1992

⁴¹ Cf. Annie Collovald, op. cit. ; ou encore Dan Ferrand-Bechmann (dir.), *Pratiques de l'engagement au féminin*, rapport qualitatif, Cesol/Ligue de l'Enseignement, 2003 (étude à laquelle nous avons participé) ; Dan Ferrand-Bechmann, communication au congrès de l'association Française de Sociologie, à venir, février 2004

...) de la recherche en sciences sociales et des représentations souvent forgées dans un dessein politique, voire partisan.

Enfin, ce schéma dual oblitère non seulement la très grande diversité des degrés d'engagement au sein d'une même période, mais surtout la multiplicité des cohortes intermédiaires (des Trente glorieuses, de la naissance de l'humanitaire, du « moment 68 », etc.). La seconde moitié des années 1970 n'est qu'une inflexion parmi d'autres, et non un tournant unique et auto-suffisant. De plus, à ne mettre l'accent que sur les mutations, l'auteur s'interdit de penser la continuité intra- et intergénérationnelle autrement que comme « niche ». Il nous semble au contraire que le schéma hirschmanien, même s'il tend à surestimer la longueur des cycles en les calquant sur la réalité économique, s'approche davantage de la réalité éminemment cyclique de l'engagement, qui ne peut de fait s'appréhender qu'en cohortes fines : grands moments d'engagement en 1940-45, en 1948-53, en 1968, émergence de nouveaux mouvements revendicatifs dans les années 1970, creux dans les années 1980 à la notable exception d'un certain nombre de manifestations touchant de multiples secteurs, regain de politisation dans les années 1990 (grèves de 1995, mouvement des « sans », altermondialisation, etc.).

Cohérence, cohésion, et coexistence des générations

On montre au final que l'association est au moins doublement clivée : diachroniquement (générations/cohortes) et synchroniquement (base, groupes intermédiaires et sommet ; hétérogénéité des caractéristiques sociales et numériques des implantations locales et départementales). Pourtant, elle se dote vis-à-vis de l'extérieur d'une *cohérence* en termes d'image(s), de discours médiatique et de représentation d'elle-même (« identité à visée externe »). Elle tente également d'unifier son « identité à visée interne », condition *sine qua non* du maintien de sa *cohésion*. L'historien doit dès lors comprendre comment sont produits tant les discours (puisque « pour rejoindre une organisation, les individus doivent partager une partie de la vision du monde que celle-ci défend et se reconnaître, au moins partiellement, dans les modèles identitaires qu'elle promeut »⁴²), que « les normes et leur intégration par les comportements militants »⁴³ ; et s'il y a réussite ou échec.

Cette question identitaire s'articule fondamentalement au problème de la mémoire. Elle impose le recours aux entretiens mais, surtout, à l'étude

⁴² Eric Agrikolianski, *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 157

⁴³ Pierre Lascoumes, « Les associations au carrefour des légitimités politiques, entre représentation critique et représentation participative », in *Actions associatives, solidarités et territoires*, Actes du colloque tenu à Saint-Étienne les 18-19 octobre 2001, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001, p. 277-294

diachronique des discours. L'appui sur les travaux de Marie-Claire Lavabre, fondés sur la distinction entre « mémoire vive », « mémoire historique » et « mémoire collective »⁴⁴, montre que le Secours populaire, au fil de son évolution, a tenté de produire une nouvelle mémoire historique sur la base d'un « passé recomposé ». Or la très grande hétérogénéité des strates engagées, donc des mémoires vives, conduit de fait à une inexistence de mémoire collective. Ce problème, qui touche à quelque degré toute association pluri-générationnelle mais est très fortement perceptible au Secours populaire, permet d'expliquer durant les années 1980 et 1990 certaines tensions et la très grande prudence rhétorique⁴⁵. Il apporte de surcroît un éclairage sur le « déclin des forces centripètes qui assuraient la cohésion du nous »⁴⁶, dû pour partie (et ce dans chaque association) à la simple accumulation de cohortes hétérogènes.

Pour une histoire des champs associatifs

L'étude du Secours populaire montre la nécessité d'ouvrir au moins deux chantiers : celui de l'histoire du conglomerat communiste, qui relève davantage du travail historique ; et celui de la genèse et du développement du « champ »⁴⁷ des associations de solidarité, qui nécessite lui la transversalité disciplinaire au sein des sciences sociales. Au chapitre des apports politistes et sociologiques, nous n'avons rien dit du foisonnement d'ouvrages sur ce type d'associations, tant il est évident qu'ils sont fondamentaux pour comprendre, par comparaison, l'évolution du Secours populaire. L'association joue depuis le début des années 1970 pleinement le jeu de la concurrence et de la complémentarité internes au champ, participe à toutes les grandes plateformes associatives, voire les suscite⁴⁸ ; est prompte à se glisser dans toutes les nouveautés perçues comme porteuses (de la médiatisation et du marketing à la valorisation du rôle d'acteurs des bénéficiaires de la solidarité). L'évolution de l'humanitaire (cf. Johanna Siméant⁴⁹, Annie Collovald⁵⁰) et des associations de solidarité (appréhendées dans les travaux de Jean-Noël Retière et Jean-Pierre Le Crom⁵¹, Sophie Duchesne⁵², Hervé Marchal⁵³,

⁴⁴ Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

⁴⁵ Sur l'analyse du processus, nous renvoyons à notre communication lors du colloque « Usages politiques du passé » consultable sur le site du Centre d'histoire sociale.

⁴⁶ J. Ion, op. cit., p. 58

⁴⁷ Le concept bourdieusien de « champ » paraît tout à fait adapté au monde des associations de solidarité contemporaines : règles spécifiques incorporées par les acteurs, interactions, jeux de domination pour l'accaparement des financements et de l'attention médiatique, etc.

⁴⁸ Membre fondateur de la Fonda, du CEIV, du réseau ESAN, etc.

⁴⁹ op. cit.

⁵⁰ Annie Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-monde*, Rennes, PUR, 2002

⁵¹ Jean-Pierre le Crom et Jean-Noël Retière, *Nourrir, vêtir. Socio-histoire de la solidarité d'urgence à Nantes (1930-2000)*, Rapport pour la MIRE, septembre 2000 ; et Jean-Noël

Philippe Lyet⁵⁴, ...) ; la question de l'exclusion⁵⁵, de la structuration des fédérations inter-associatives, ... sont des facteurs fondamentaux d'évolution du Secours populaire par interaction et diffusion de modèles. Si les travaux universitaires historiens manquent encore pour l'après-guerre et les Trente glorieuses, à partir des années 1970 les études des politistes et des sociologues permettent largement de combler les lacunes. Or ces deux périodes ne sauraient être cloisonnées sans dommage pour l'intelligibilité globale de ce champ associatif. Ce qui plaide pour, davantage que des apports réciproques, une coopération réelle et transdisciplinaire entre histoire, sociologie et science politique.

Retière, « Vivre sa foi, nourrir les pauvres. Socio-histoire de l'aide alimentaire confessionnelle à Nantes des années 1930 à nos jours », *Genèses*, n° 48, septembre 2002, p. 4-29

⁵² Sophie Duchesne, « Don et recherche de soi. L'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », in *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, Rapport pour la MIRE sous la direction de Nonna Mayer, novembre 2000, p. 91-178

⁵³ Hervé Marchal, « L'association ou la forme urbaine du don. Enquête aux Restos du Cœur de Nancy », in *Annales de la recherche urbaine* n° 89, juin 2001, p. 29-34

⁵⁴ Philippe Lyet, *L'organisation du bénévolat caritatif. L'exemple de l'aide scolaire au Secours catholique*, Paris, L'Harmattan, 1997

⁵⁵ Entre autres Serge Paugam (dir.), *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996